

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques chroniques, éoliens, sites et sols pollués
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 21 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TECHNICENTRE DE NEVERS

1 rue Benoît Frachon
58640 Varennes-Vauzelles

Références : 240099
Code AIOT : 0024900082

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2024 dans l'établissement **TECHNICENTRE DE NEVERS**, implanté 1 rue Benoît Frachon - 58640 Varennes-Vauzelles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- **TECHNICENTRE DE NEVERS**
- 1 rue Benoît Frachon - 58640 Varennes-Vauzelles
- Code AIOT : 0024900082
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Le technicentre de Nevers s'étend sur 20 hectares dont 7 hectares couverts. 805 personnes travaillent sur le site du Technicentre Industriel Nevers Languedoc (TINL), 40 engins sont traités en révision et/ou modernisation chaque année.

Environ 100 rames TER sont réparées chaque année suite à des accidents routiers ou ferroviaires.

TINL répare 60 000 organes majeurs par an (essieux, bogies, compresseurs, sellerie, groupes

électrogènes) et rénove du matériel urbain (production d'air, sellerie). Le site est classé à autorisation pour sa STEP et ses ateliers sur banc d'essai.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eaux de surface ;
- Air ;
- Bruit.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant doit notifier à la DREAL la cessation partielle de l'activité liée au four de brûlage et assurer la mise en sécurité des installations.

Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté un dysfonctionnement de la tubulure du pH mètre du débourbeur-déshuileur pour le rejet R3. L'exploitant a pris contact avec la société SECHE, la

partie après mesure ne fonctionnait pas lors de la visite. L'inspection demande à ce que celui-ci soit réparé.

Il a également été constaté que des mégots de cigarettes sont à même le sol et non dans les cendriers mis à disposition dans les endroits prévus à cet effet.

L'inspection a constaté que les clefs étaient disposées sur certaines armoires électriques. Toute personne non habilitée peut y avoir accès. L'IIC demande à ce que l'ensemble des armoires fasse l'objet d'une vérification et que les clefs soient enlevées.

Certains bidons et fûts de produits chimiques ne sont pas stockés sur rétention ni à l'abri des eaux météoriques. L'exploitant a procédé à la mise sous rétention et au stockage dans des endroits couverts durant la visite.

Il a également été constaté qu'une vitre de vanne de gaz était cassée. L'inspection demande à ce que l'ensemble des vannes de coupures de gaz soit vérifié.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 18/01/2023, article 2	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Valeurs limites d'émission pour les rejets aqueux industriels	AP Complémentaire du 18/01/2023, article 6.2	Sans objet
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 19.3	Sans objet
4	Contrôle périodique des rejets (auto-surveillance)	Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 20.1	Sans objet
5	Niveaux acoustiques admissibles	Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 22.2	Sans objet
6	Contrôles périodiques	Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 22.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site TECHNICENTRE est bien entretenu. Toutefois, l'exploitant devra :

- Notifier à la DREAL la cessation partielle de l'activité lié au four de brûlage et assurer la mise en sécurité des installations ;
- Réparer la partie après mesure de la tubulure du Ph mètre du débourbeur – déshuileur ;
- Vérifier la propreté des endroits prévus pour fumer et resensibiliser le personnel ;

- Vérifier l'ensemble des armoires électriques du site afin que l'ensemble des clés soient enlevées ;
- S'assurer que l'ensemble des fûts et bidons de produits chimiques présents sur le site soient sur rétention et mis à l'abri ;
- S'assurer que l'ensemble des vannes de gaz est protégé par une vitre intacte

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/01/2023, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2750 – A - Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à Autorisation. => 100 m³/j dont: TINL: 75 m³/j ; TBFC: 25 m³/j.</p> <p>2931-1 – A - Moteurs à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion (ateliers d'essais sur banc de : 1. Lorsque la puissance totale définie comme la puissance mécanique sur l'arbre au régime de rotation maximal, des moteurs ou turbines simultanément en essais est supérieure à 150 kW ; => 1 100 kW.</p> <p>2560-1 – E Travail mécanique des métaux et alliages. 1. Supérieure à 1 000 kW. => 1 345 kW.</p> <p>2563-1 – E Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface. La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant : 1. Supérieure à 7 500 l. => 45 000 l.</p> <p>2564-1 – E Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques. 1. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1 500 l. => 6 400 l.</p> <p>2910-A2 – E Combustion A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse. 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW. => 45 MW.</p> <p>2930-1-a - E Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur. 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant : a) Supérieure à 5 000 m². => 14 542 m².</p>

2561 – DC Production industrielle par trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages
=> NA (four de recuit – Machine à détendre les soudures)

2567-2-b – DC Galvanisation, étamage de métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par un procédé autre que chimique ou Électrolytique.

2. Procédés par projection de composés métalliques, la quantité de composés métalliques consommée étant :

b. Supérieure à 20 kg/jour mais inférieure ou égale à 200 kg/jour.

=> 25 kg/j.

2930-2-b – DC Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie.

2. Vernis, peinture, apprêt.

b. Supérieur à 10 Kg/j mais Inférieur ou égal à 100 Kg/j.

=> 1 cabine à poudre: 40 kg/mois.

6 cabines de pulvérisation.

Enduction: 70 Kg/j.

2940-2-b – DC Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque.

2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant :

b) Supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j.

=> 30,5 kg/j.

2566 – DC Nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique :

1. La capacité volumique du four étant :

b. Supérieure à 500 l, mais inférieure ou égale à 2 000 l.

=> 2 000 l.

4734-2c – DC Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution :

2. Pour les autres stockages :

c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total.

=> 42 t.

2575 – D Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage.

La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW.

=> 112 kW ;

2925-1 – D Accumulateurs électriques (ateliers de charge) :

1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW.

=> 156,38 kW.

4719-2 – D Acétylène ;

2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t.

=> 750 Kg ;

4725-2 – D Oxygène 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t.
=> 4 tonnes ;

Constats :

L'établissement est soumis à :

AUTORISATION

2750 - Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à Autorisation.

=> 100 m³/j.

2931-1 - Moteurs à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion (ateliers d'essais sur banc de) :

1. Lorsque la puissance totale définie comme la puissance mécanique sur l'arbre au régime de rotation maximal, des moteurs ou turbines simultanément en essais est supérieure à 150 kW.

=> 720 kW.

ENREGISTREMENT

2560-1 – Travail mécanique des métaux et alliages.

1. Supérieure à 1 000 kW.

=> 1345 kW.

2563-1 - Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface.

La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant supérieure à 7 500 l.

=> 45 000 l.

2564-1 – Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques.

1. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant :

a) Supérieur à 1 500 l.

=> 6 400 l.

2910-A1 – Combustion.

A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse.

2. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW.

=> 45 MW.

2930-1-a - Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur.

Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant :

a) Supérieure à 5 000 m².

=> 17 000 m².

2930-2-a – Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie.

2. Vernis, peinture, apprêt. Supérieur à 100 Kg/j.

=> 160 Kg/j.

DÉCLARATION AVEC CONTRÔLE PÉRIODIQUE

2561 - Production industrielle par trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages.

=> 6 tonnes par an

2567-2-b - Galvanisation, étamage de métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par un procédé autre que chimique ou électrolytique.

2. Procédés par projection de composés métalliques, la quantité de composés métalliques consommée étant :

b. Supérieure à 20 kg/jour mais inférieure ou égale à 200 kg/jour.

=> 25 kg/j.

2940-2-b - Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque.

2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant :

b) Supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j.

=> 30,5 kg/j.

2566 - Nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique :

La capacité volumique du four étant :

b) Supérieure à 500 l, mais inférieure ou égale à 2 000 l.

=> 2 000 l.

DÉCLARATION

2575 - Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage.

La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW.

=> 112 kW.

2925-1 - Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') :

Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW.

=> 229 kW.

4719-2 - Acétylène.

2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t.

=> 731 kg.

4725-2 - Oxygène.

2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t.

=> 4,4 tonnes.

NON CLASSÉE

4734 - Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution :

2. Pour les autres stockages :

c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au

total.
=> 43 t.

1435 - Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.
=> 88 m³

1510 - Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes).
=> 288 m³.

4220 - Produits explosifs (stockage de), à l'exclusion des produits explosifs présents dans les espaces de vente des établissements recevant du public.
=> 12 kg.

4734 - Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution.
1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés.
=> 8,6 tonnes.

L'exploitant indique que le four de brûlage est à l'arrêt depuis 2019 suite à des analyses non-conformes. Il est aujourd'hui déconnecté des énergies et est en attente d'une solution technique pour son retrait physique (four situé sous une toiture amiantée). L'exploitant avait adressé un courrier à la DREAL le 27 février 2019 informant de la mise à l'arrêt temporaire du four, celui-ci étant en attente d'investigation. Par courrier du 12 mars 2019 et suite aux résultats des investigations, le four restait à l'arrêt.

L'exploitant confirme la mise à l'arrêt définitif du four.

La cessation partielle d'activité est programmée; l'exploitant attend le démantèlement du four pour y joindre les documents le concernant (BSD notamment).

L'inertage des cuves aura lieu en février 2024, un carottage sera réalisé autour. Des piézomètres ont déjà été installés. L'exploitant a transmis la proposition commerciale du 02/06/2023 relative à l'assistance à la réalisation d'un porter-à-connaissance et l'offre APAVE signée du 14/12/2023 relative à l'élaboration d'un diagnostic de pollution des sols.

L'exploitant doit notifier à la DREAL la cessation partielle de l'activité liée au four de brûlage et assurer la mise en sécurité des installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Valeurs limites d'émission pour les rejets aqueux industriels

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/01/2023, article 6.2

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission pour les rejets aqueux industriels

Prescription contrôlée :

Valeurs limites d'émission pour les rejets aqueux industriels.

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux dans le milieu naturel, les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définis:

Point de rejet R2 (eaux industrielles) :

Les prélèvements du rejet R2 doivent être réalisés proportionnellement au débit sur 24 h et le cas échéant, synchronisés avec les prélèvements des rejets R21, R22 et RD2 comme prévu dans la

convention de raccordement établie entre le Technicentre Bourgogne-Franche-Comté et le Technicentre industriel Nevers Languedoc.

Nom de la substance	Code SANDRE	Concentration maximale en mg/l	Flux maximal en g/l	Périodicité de mesure
pH	1302	5,5 – 8,5	/	Continu (C)
Température	1301	<30°	/	C
Débit	1552	100 m3/j	/	Journalière (J)
MES	1305	50	5000	J
DCO	1314	300	30000	J
DBO5	1313	100	10000	Hebdomadaire (H)
Azote global	1551	30	3000	Mensuelle (M)
Phosphore total	1350	10	1000	M
Antimoine	1376	0,003	0,3	Semestriel (S)
AO	1106	1	100	S
Cadmium	1388	0,025	0,2	Trimestriel (T)
Chrome VI	1371	0,1	1	H
Chrome total	1389	0,5	2	A
Cuivre	1392	0,5	2	A
Aluminium	1370	5	200	H
Fer	1393	5	300	H
Plomb	1382	0,004	0,4	Annuel (A)
Nickel	1386	0,5	3	A
Zinc	1383	2	20	M
Etain	1380	2	10	A
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)	6616	0,025	2	A
Hydrocarbures totaux	7009	10	100	H
Ions fluorures	7073	15	/	A
Arsenic et ses composés	1369	0,025	1	T
Manganèse	1394	1	20	H
Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	1168	0,05	5	T
Naphtalène	1517	0,13	13	T
Mercure	1387	0,025	2,5	T
Diphényléthers bromés (somme des composés)	/	0,05	5	Substance à surveiller trimestriellement
Nonylphénols	1958	0,025	1	pendant 1 an et si
Benzène	1114	0,01	1	elles ne sont pas
Chloroforme	/1135	0,0025	0,25	émises, arrêt de la
Trichlorométhane				surveillance
Tributylétain cation	2879	0,00004	0,004	
Trichloroéthylène	1286	0,001	0,1	IDEM
Acide perfluorooctanesulfonique (PFOS)	6561	0,0001	0,01	
Hexabromocyclod	7128	0,0001	0,01	

odécane (HBCDD)			
Toluène	1278	'0,01	1
Xylènes (somme o, m, p)	1780	'0,02	2
Dioxines et composés de type dioxines (dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD)	77007	'0,0025	'0,25
Constats : L'exploitant a transmis les rapports trimestriels d'analyse eaux industrielles R2 : du 27/02/2023. (trimestre 1) du 20/06/2023 (trimestre 2) du 13/10/2023 (trimestre 3) du 30/11/2023 (trimestre 4). Les analyses sont conformes et les échéances respectées. Les rapports semestriels d'analyse des eaux industrielles R3 ont également été adressés : du 20/10/2022 (semestre 2) du 08/03/2023 (semestre 1) du 20/12/2023 (semestre 2) Les résultats sont conformes et les échéances respectées. L'exploitant indique que la société SECHE est chargée de l'exploitation de la STEP. Elle s'occupe de l'entretien du réseau et de l'entretien du débourbeur/déshuileur. Lors d'un dysfonctionnement, le Technicentre appelle directement la société SECHE pour fermer le rejet R3 afin de régler le problème. Une fiche d'actions correctives est alors créée. Les dysfonctionnements sont inscrits sur un tableau de suivi, lequel est partagé avec la société SECHE. Chaque fiche de dysfonctionnement est présentée lors du COPIL trimestriel avec la société SECHE afin de vérifier l'avancement. L'exploitant a adressé le compte-rendu du COPIL des 20/03/2023 et 26 juin 2023 traitant de ce point, ainsi que la fiche d'action corrective correspondante, ouverte le 02/01/2023.			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 3 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 19.3				
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet atmosphérique – Installation autres que les installations de combustion.				
Prescription contrôlée : Les rejets à l'atmosphère des installations listées ci-dessous doivent être faits dans les conditions suivantes :				
N°	Identification du rejet	Paramètres à contrôler	Valeurs limites	
			Concentration (mg/Nm ³)	Flux instantané (g/h)
A1	Cabine de peinture des essieux	COV	100 (~C)	2 000

A2	Cabine de peinture des caisses	COV	50 (~C)	2 400
A3	Cabine de peinture des carrousels	COV	100 (~C)	800
A4	Étude des carrousels	COV	100 (~C)	300
A5	Peinture des capots et grosses pièces	COV	50 (~C)	2 100
A6	Peinture des moteurs et des bogies	COV	50 (~C)	2 100
A7	Cabine de grenaillage des caisses	Poussières	20	10
A8	Cabine de grenaillage des caisses	Poussières	20	10
A9	Cabine de peinture des carcasses	COV	50 (~C)	675
An	Cabines de peinture non visées ci-dessus	COV	100 (~C)	-

Les COV sont exprimés en équivalent carbone (~C).

Délais d'application :

Les valeurs limites d'émission de COV sont applicables :

- immédiatement pour les installations mises en service après le 31 décembre 2000,
- à partir du 30 octobre 2005 pour les installations mises en service avant le 31 décembre 2000.

Pour les cabines A1, A3 et A4, en cas de changement de cabine par une nouvelle cabine, la valeur limite d'émission sera abaissée à 50 mg/Nm³ (~C).

Constats :

L'exploitant a transmis les rapports de mesures atmosphériques des 25/02/2022, 28/03/2022, 21/12/2022, 24/02/2023, 17/03/2023 (levée des non-conformités), 14/12/2023.

Les résultats sont conformes.

Il indique qu'en 2023, une mesure supplémentaire a été réalisée suite à un résultat non-conforme. Une fiche de non-conformité a été créée et le problème a été résolu. Les dernières analyses montrent des résultats conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle périodique des rejets (auto-surveillance)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 20.1

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle périodique des rejets (auto-surveillance)

Prescription contrôlée :

Les modalités de ce contrôle sont définies ci-après :

Rejets	Paramètres	Fréquence
A1 A2 A3	Débit	Annuelle

A4 A5 A6 A6 A9 An	COV	
A7 A8	Débit Poussières	Annuelle
B1	Débit	Annuelle
	Oxygène	
	CO	
	SO _x	
	NO _x	
	HCl	
	HF	
	HCN	
	Poussières	
	(Cd+Tl)	Tous les 2 ans
	Hg	
	Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Ln+Ni+V	
	Dioxines et furannes	

Les résultats obtenus, accompagnés des commentaires appropriés nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence doivent être adressés à l'inspection des installations classées au plus tard dans le délai d'un mois suivant la réalisation du contrôle.

Constats :

L'exploitant a transmis les rapports de mesures atmosphériques des 25/02/2022, 28/03/2022, 21/12/2022, 24/02/2023, 17/03/2023 (levée des non-conformités), 14/12/2023. Les résultats sont conformes.

Les modalités de contrôle et les échéances sont respectées.

L'exploitant devra être attentif toutefois à la périodicité des mesures à réaliser tous les 2 ans.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Niveaux acoustiques admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 22.2

Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques admissibles

Prescription contrôlée :

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de l'établissement, installations en fonctionnement, sont fixés comme suit :

Zones concernées (annexe B)	Niveau limite en dB(A)	
	de 7 h à 22 h sauf dimanches	de 22 h à 7 h ainsi que

	et jours fériés	dimanches et jours fériés
1	52 (1)	47 (1)
2		
3		
4		

(1) : sans le bruit de manœuvre des trains.

Constats :

Une étude d'impact sonore a été réalisée le 28/03/2017. Il a été constaté une non-conformité, à savoir la présence d'une tonalité marquée détectée en période nocturne et diurne au point 2 à 250H.

Une fiche d'action corrective a été créée sur le logiciel interne, avec un pilote et une échéance à respecter. Chaque non-conformité est suivie en Comité de Direction. Un suivi du dysfonctionnement est réalisé tous les mois. Un plan d'actions a été engagé.

L'ensemble des cahiers des charges est transmis au service Environnement afin d'anticiper les dysfonctionnements éventuels.

Le rapport du 15/03/2022 a été transmis à l'inspection.

Les sources de bruit prépondérantes sont :

- bruit diffus des bâtiments de production ;
- installations techniques extérieures ;
- circulation sur le site (poids lourds, chariots élévateurs, manœuvre des trains) ;
- chocs métalliques.

L'impact sonore du site SOCIÉTÉ NATIONALE SNCF est conforme aux exigences de l'arrêté préfectoral du 20/04/2004.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôles périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 22.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, et au minimum tous les cinq ans, une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, doivent être réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations.</p> <p>Les mesures doivent être effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La première étude de bruit datait de 2017. L'exploitant a réalisé la deuxième étude de bruit 5 ans</p>

après soit en 2022.
Type de suites proposées : Sans suite